



HAL
open science

Le militarisme dans la société occidentale

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le militarisme dans la société occidentale. Non-Violence politique, 1983. hal-04588195

HAL Id: hal-04588195

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04588195>

Submitted on 26 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le militarisme dans la société occidentale

Jacques Fontanel

Non-Violence Politique, 81

Juillet-Août 1983

Résumé : La question du militarisme des sociétés nationales se pose lorsque la course aux armements devient une réalité. Elle suppose à la fois une affectation importante, voire excessive, des ressources nationales à la sécurité d'un pays. Plusieurs conséquences en découlent, comme la militarisation de la société, l'importance du rôle du secteur militaire dans l'économie nationale et le potentiel d'utilisation des forces armées face aux menaces réelles ou non de conflits ou de guerres. L'économie elle-même peut être utilisée à des fins militaires, d'abord pour le financement de la défense nationale, mais aussi par l'utilisation de l'arme économique.

Summary ; The question of the militarism of national societies arises when the arms race becomes a reality. It implies both a significant, even excessive, allocation of national resources to the security of a country. Several consequences arise from this, such as the militarization of society, the importance of the role of the military sector in the national economy and the potential for the use of armed forces in the face of real or unreal threats of conflict or war. The economy itself can be used for military purposes, firstly for the financing of national defense, but also through the use of economic weapons.

Mots clés : Militarisme, dépenses militaires, guerre, guerre économique, complexe militaro-industriel.

Keywords: Militarism, military spending, war, economic warfare, military-industrial complex.

Le militarisme peut être sommairement défini comme une attitude sociale particulière par laquelle la guerre ou la préparation aux conflits armés constituent une préoccupation collective majeure, impliquent un degré substantiel de légitimité et une allocation significative des ressources nationales. La notion de militarisme est donc plus large que celle de course aux armements, car elle suppose la prise en compte des dimensions sociologiques, politiques et sociales de la production, de la vente et de l'utilisation des armes. Pourtant son analyse reste fragmentée, elle recouvre de nombreuses acceptions qui, sans être contradictoires, n'en sont pas moins hétérogènes. Il en résulte des études qui, dans leur domaine limité, sont logiques tout en étant incohérentes globalement. C'est ainsi que d'un point de vue stratégique, la stabilité nucléaire obtenue par l'assurance mutuelle de destruction est le résultat d'une analyse intellectuellement rigoureuse qui aboutit pourtant à un résultat irrationnel d'un point de vue strictement humain.

Le militarisme implique une réflexion générale sur la société contemporaine, car son étude doit conduire à la mise en évidence de l'influence excessive du militaire dans la société civile. Ron Smith (1968) considère qu'une définition précise du militarisme est inutile ; il suggère de retenir quatre critères pour en rendre compte : le niveau des dépenses militaires, la militarisation des relations sociales intérieures, les tendances à la guerre ou à l'utilisation de la force dans les relations internationales et la prolifération de l'arme nucléaire. Cette conception ne nous semble pas devoir être retenue, car la notion de militarisme est trop hétérogène, même si les différents éléments soulignés par Smith appartiennent bien aux caractéristiques fondamentales du militarisme. Si nous définissons le militarisme par le rôle excessif joué par le secteur militaire dans la vie quotidienne, nous laissons une grande part à la subjectivité de l'analyse. Le militarisme peut être analysé à quatre niveaux :

- L'affectation des ressources nationales aux armes et armées
- Le rôle du secteur militaire dans le système économique,
- La militarisation de la société,
- L'utilisation (ou sa menace) internationale de la force militaire.

Affectation des ressources nationales aux armes

Le niveau des dépenses militaires (Fontanel, 1980, 1982) constitue un paramètre de mesure intéressant de l'affectation des ressources nationales à la défense armée. Dans les pays de l'OTAN, les dépenses militaires atteignent 340 milliards de dollars en 1982, soit 10 à 15 fois l'aide internationale au développement. Cependant, l'estimation des dépenses militaires souffre d'une insuffisante conceptualisation du domaine militaire, malgré les efforts de l'ONU (1982). D'autre part, les comparaisons internationales des dépenses militaires s'avèrent très délicates compte tenu de l'absence d'une unité monétaire mondiale commune. C'est ainsi qu'il est très difficile, d'un strict point de vue scientifique, de comparer les dépenses militaires sur plusieurs périodes (surtout lorsque le secret militaire empêche tout calcul sérieux d'un indice des prix militaires) et de pays à pays (les estimations en dollars étant sérieusement biaisées, notamment par l'évolution erratique des taux de change variable dans le système monétaire international contemporain). Enfin, la formation des prix étant très différente selon les systèmes économiques, il est terriblement périlleux de comparer les dépenses militaires soviétiques en dollars avec celles des pays occidentaux. L'USACDA qui s'y risque depuis de nombreuses années, n'en a pas moins dû réviser sérieusement ses chiffres en 1976 (USACDA, 1980). Les chiffres bruts n'étant pas toujours satisfaisants, le militarisme peut alors être appréhendé quantitativement par la part de ses ressources qu'un pays consacre à sa défense. Pour l'ensemble des pays de l'OTAN, les dépenses militaires représentent 4 % de leur produit intérieur brut. Les dépenses militaires des Etats-Unis atteignent 6,1 % du

PIB en 1982, contre 3,9 % à la France, 3,3 % à la République Fédérale d'Allemagne et 1 % au Japon. Selon ce critère, les Etats-Unis sont le pays le plus militarisé des puissances occidentales.

Il est sans doute intéressant de mettre aussi en évidence les effets économiques à court terme des dépenses militaires. La théorie traditionnelle semble considérer comme acquis le rôle plutôt globalement positif des dépenses militaires sur la croissance économique des pays producteurs d'armes, dans le droit fil de la théorie keynésienne. Dans le dernier projet de loi de la programmation militaire le gouvernement français souligne avec insistance l'intérêt économique des dépenses militaires. Si cette version est exacte, la France est un pays militarisé. Heureusement, d'un point de vue empirique, les dépenses militaires exercent des influences plutôt négatives sur la croissance des pays occidentaux et les pays en développement (Colard et al. 1981). Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'elles sont inutiles, si elles ont pour objectif la défense de la collectivité contre toute menace extérieure. Les dépenses militaires limitent les possibilités d'accumulation et, à terme, elles réduisent les potentialités de croissance (Fontanel, 1983). La défense d'un pays a un coût réel qui suppose un choix, un coût d'opportunité, et la production d'armes est désirée, globalement, pour l'objectif de la défense et non pour celui de la croissance économique. Cependant, même si cet impact est négatif, on peut se demander si les dépenses militaires ne sont pas inhérentes au système économique. Il y aurait alors une nouvelle contradiction du système économique à favoriser un militarisme qui l'affaiblit.

Le rôle du secteur militaire dans le système économique

Les auteurs d'inspiration marxiste considèrent que le militarisme est inhérent au capitalisme. Toute guerre conduisant à la substitution du capitalisme par le socialisme est alors considérée comme une avancée décisive de la paix.

Pour Engels, le militarisme naît du système économique lui-même, mais il porte en lui les germes de son autodestruction, par son coût très excessif et la mise en place d'armées du peuple qui se retourneront inévitablement contre les Princes et les bourgeois qui les auront constituées. Cet argumentaire ne s'applique plus à l'ère nucléaire, qui accroît la productivité de morts par dollar ou rouble dépensé, tout en maintenant le monopole du pouvoir militaire au détriment des peuples.

Plusieurs thèses coexistent :

Pour Mandel, les dépenses militaires stimulent l'innovation technique et celle-ci bénéficie à l'économie civile. Cette analyse est sévèrement réfutée par Mary Kaldor (1970) qui estime que le processus d'intégration de la technologie militaire (qualifiée de baroque) dans les activités civiles implique une centralisation du pouvoir, un essor des rapports hiérarchiques et un processus de «contre-productivité» néfaste à un développement économique harmonieux. Elle considère que le militarisme constitue une forme de preuve au déclin potentiel d'une économie. Dans ce contexte, trois étapes sont engagées : 1) une période de paix constante accompagnée d'un haut niveau de dépenses militaires marque le début d'une période de déclin; 2) le progrès technique de l'industrie des armes porte plus sur les produits que sur les méthodes de production, favorisant ainsi le développement d'armes de plus en plus sophistiquées, de plus en plus coûteuses à fabriquer; 3) l'accroissement de la production militaire accélère le processus de crise économique. Les industries dominantes en déclin cherchent des contrats militaires pour sortir de la crise. Les modes de production actuels favorisent la production de nouveaux systèmes d'armes qui entrent en compétition avec d'autres organisations militaires. Il en résulte progressivement la mise en place de nouveaux modes sociaux de destruction, qui participent au déclin économique du capitalisme.

Pour Baran et Sweezy (1968), le capitalisme monopoliste augmente le surplus économique (c'est-à-dire la différence entre ce qu'une société produit et ce qu'il lui en coûte pour produire). La recherche des profits conduit

aux prix de monopole et à une réduction drastique des coûts. L'augmentation de la production ne peut alors être absorbée que par la consommation des capitalistes, l'investissement, le gaspillage (publicité par exemple), les dépenses gouvernementales civiles et les dépenses militaires. Ce sont ces dernières qui absorbent le maximum de surplus, réduisant ainsi les problèmes endémiques de sous-consommation. Plusieurs critiques ont été formulées à l'encontre de cette hypothèse, notamment en ce qui concerne la passivité hypothétique des travailleurs et le caractère trop général du concept de surplus. Cependant, la critique essentielle nous semble porter sur le caractère arbitraire du choix des dépenses militaires par rapport aux dépenses d'éducation ou de santé qui pourraient jouer un rôle équivalent dans l'absorption du surplus. En effet, les dépenses militaires ne peuvent être financées que par la classe ouvrière (mais alors l'absorption du surplus sera limitée) ou par les capitalistes qui devront alors réduire leur consommation.

Kidron (1970) développe la thèse de l'économie des armes permanentes. Pour lui, les dépenses militaires stimulent l'investissement, la demande de travail, la technologie. Les dépenses militaires ont un rôle positif sur le taux de profit et elles réduisent les menaces permanentes de surproduction. Elles sont efficaces car elles sont politiquement et idéologiquement acceptables par la bourgeoisie. Cette thèse est cependant ahistorique, alors que la course aux armements est le phénomène spécifique d'un certain niveau de développement du capitalisme.

Ces thèses d'obédience marxiste sont rejetées par les libéraux et les néo-classiques. Pour les premiers, s'il est vrai que le capitalisme moderne subit les affres du militarisme, ce phénomène est dû à l'émergence d'un complexe militaro-industriel qui justifie sa présence par la manipulation de la menace extérieure. Le militarisme est irrationnel et immoral, il n'a aucun rôle économique significatif indépendamment de cet esprit de monopole que condamnait déjà Adam Smith. Pour les néo-classiques, la course aux armements est rationnelle si elle permet d'optimiser la fonction de bien-être social d'une nation. Les

dépenses militaires sont en tout état de cause nécessaires pour endiguer le militarisme propre au communisme développé par l'URSS.

La militarisation de la société

Une société n'est pas nécessairement militarisée parce que son Président est un militaire. Le Président Eisenhower, par exemple, s'est constamment méfié du complexe militaro-industriel américain. Le militarisme charrie avec lui la hiérarchie, la discipline, le nationalisme, le patriotisme et souvent la xénophobie. Il développe l'idée du héros, de la virilité, de la violence. Il a souvent favorisé la mise en place, au nom de l'intérêt collectif défini par le pouvoir politico-économique, de législations sociales et industrielles répressives, l'armée exerçant alors un rôle proche de celui de la police. Pour de nombreux Etats, les forces armées n'ont qu'une fonction de répression intérieure (Chili, Argentine ou Turquie, par exemple). Le militarisme apparaît avec l'universalisation du système des Etats. Dans les sociétés occidentales, l'image répressive de l'armée s'est atténuée. La place sociale d'un militaire soviétique est nettement supérieure à celle du militaire américain. Cependant, il suffit d'analyser la réaction du peuple britannique dans l'affaire des Malouines pour comprendre la profondeur du sentiment militariste dans toutes les couches de la société.

L'armée est souvent le symbole de l'unité nationale, même si sa place dans le complexe militaro-industriel est centrale. C'est au nom de la compétence que le militaire détient son pouvoir. En ce sens, la dissuasion nucléaire enlève au citoyen toute initiative en matière de défense. Elle délègue les pouvoirs aux hommes politiques et militaires, leur donnant ainsi un droit de vie ou de mort sur plusieurs millions de personnes. La forme même de l'armement nucléaire conduit au militarisme. La bombe, selon Thompson (1980), définit un ordre social qui structure nos sociétés. Les systèmes d'armes ont acquis une certaine indépendance par rapport au politique. Ils échappent au contrôle des citoyens et ils conduisent à

l'irrationalité de la guerre ou de la menace de guerre quasi-automatique. Les complexes militaro-industriels monopolisent les sources d'information sur les sujets militaires et ils choisissent leurs «raretés» pour inciter à l'effort national dans le sens de leurs intérêts illégitimes. Thompson affirme que les Etats-Unis (et l'URSS) n'ont pas de complexes militaro-industriels, mais qu'ils sont des complexes militaro-industriels eux-mêmes. Ils aboutissent à accepter l'éventualité de l'extermination nucléaire, c'est-à-dire à un état d'antagonisme absolu de deux pouvoirs acceptant l'éventualité d'une mutuelle destruction.

Les armées de conscription apparaissent moins productrices de militarisme, à condition que les systèmes d'armes leur offrent une réelle possibilité d'action. Ce qui ne semble plus toujours être le cas. Il faut souligner que le militarisme n'est pas toujours une situation négative. Dans certains pays en voie de développement, l'armée et ses valeurs ont parfois favorisé le développement économique. D'autre part, le militarisme assure la protection des intérêts légitimes de la collectivité qu'elle défend... si sa stratégie est d'abord dissuasive ou victorieuse.

Le militarisme naît des conflits d'intérêt et il ne peut disparaître, en l'état actuel, sans poser des problèmes graves aux nations démocratiques. Les mentalités et les comportements ne se décrètent pas.

Utilisation internationale de la force militaire

L'usage international de la force est le mode normal du développement et de l'action du militarisme. La puissance militaire américaine joue un rôle politique et économique considérable dans le monde. Par exemple, depuis 1981, l'effort militaire américain met en évidence une résurgence du militarisme, dont les effets économiques de domination sont considérables. La hausse du dollar est due essentiellement à la demande de cette monnaie accentuée par les restrictions de l'offre et le déficit budgétaire du gouvernement fortement déterminé par les dépenses militaires nouvelles. Il faut considérer que le poids de la défense exerce des effets d'opportunité négatifs. Le

militarisme c'est aussi l'utilisation de l'arme économique. Les rapports Est-Ouest, Nord-Sud et même Ouest-Ouest sont fortement déterminés par la puissance militaire. Mais aussi, l'économie est devenue une occasion et un moyen de faire la guerre. L'insécurité internationale n'est pas assurée simplement le fait de la course aux armements. Dans un système international fondé sur l'inégalité et la domination, l'économique, au même titre que le militaire, participe activement au développement des tensions internationales.

Le militarisme, c'est aussi la croyance dans les résultats de la violence ou de la force. A la fin de la dernière guerre mondiale, l'importance du militarisme dans les sphères du pouvoir avait diminué, au moins en apparence. Les accords politiques, militaires et économiques internationaux avaient stabilisé le niveau de violence et de rapports de forces, mais avec la crise, le militarisme, inquiétant avec ses bombes nucléaires, réapparaît. Un minimum d'accords internationaux est nécessaire pour réduire les conflits d'intérêt ; malheureusement, la solidarité internationale s'estompe, laissant une place de plus en plus importante aux risques économiques et militaires.

Les Etats-Unis bénéficient d'un immense pouvoir contractuel construit sur la force militaire. Dans les périodes de tension, ils utilisent tous les moyens à leur disposition (dont la menace de guerre) pour améliorer leur situation économique et stratégique. Il n'est pas vrai que toutes les guerres soient sujettes à des calculs économiques, comme en témoigne la guerre des Malouines. Cependant, si l'économie donne les moyens financiers nécessaires au militaire, celui-ci participe activement à la redistribution des richesses. Tant qu'il n'est pas démontré que la non-violence peut se substituer à la défense militaire, les armées seront nécessaires pour sauvegarder les libertés et la démocratie. Ce qu'il faut éviter, c'est l'apparition du militarisme, c'est-à-dire d'une attitude de menace constante de la guerre. Il faut dire que la lutte hégémonique des deux systèmes contemporains laisse craindre le développement du militarisme et de son débouché naturel : la guerre.

Bibliographie et notes.

Baran & Sweezy (1968), *Le capitalisme monopolistique*, Maspero, Paris.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, JF (1981), *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 19, 173.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1983), A la recherche du pacifisme en France N° Spécial, *ARES, Défense et Sécurité*, Grenoble & Lyon, 1983 (270 pages).

Fontanel, J. (1978) L'analyse de la guerre dans la pensée économique, *ARES, Défense et Sécurité*, Grenoble, Lyon,

Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires, *Revue Défense Nationale* Décembre

Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, *Revue Défense Nationale*, Novembre.

Fontanel, J. (1983), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

Fontanel, J. (1983), Le désarmement pour le développement, un pari mal engagé. *Economie et Humanisme* N° 271

Kaldor, M. (1970), *The baroque arsenal*, Hill & Wang, London., London.

Kidron, M. (1970) *Western capitalism since the war*, Penguin Book, London

ONU (1982), *Rapport sur la réduction des dépenses militaires*, A/S-12/7. New York, 6 mai.

Smith, E. (1983), Aspects of militarism, *Capital and Class*, Spring.

Thompson, E.P. (1980), Note on exterminism. The last stage of civilization, *New Left Review*, May-June.

USACDA (1982), *World Military Expenditures and Arms Transfers* 1980, Washington, October.